

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 14–17 novembre 2011**

## **PROGRAMMES DE PAYS**

**Point 8 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation selon la  
procédure d'approbation  
tacite*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2011/8/5**  
5 septembre 2011  
ORIGINAL: ANGLAIS

## **PROGRAMME DE PAYS INDONÉSIE 200245 (2012-2015)**

This document is printed in a limited number of copies. Executive Board documents are available on WFP's Website (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation selon la procédure d'approbation tacite.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la session du Conseil.

Directeur régional, ODB\*: M. K. Oshidari tel.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tel.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Bangkok (Asie)

## RÉSUMÉ

Avec 237 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé du monde. Elle se classe, selon l'indice de développement humain de 2010, au 108<sup>ème</sup> rang sur 169 pays. À la suite de remarquables progrès dans les domaines socioéconomique et politique depuis le retour à la démocratie en 1998, l'Indonésie fait aujourd'hui partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, est membre du G-20, constitue la première puissance économique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et figure parmi les démocraties les plus décentralisées d'Asie.

Malgré ces avancées notables, le développement a été inégal. L'insécurité alimentaire et la dénutrition continuent de poser problème, particulièrement dans les provinces de l'Est, où le retard de croissance et l'émaciation atteignent des niveaux alarmants. Les disparités régionales en matière de développement humain et de ressources sont aggravées par le manque de capacités techniques et administratives à l'échelon tant provincial que local.

L'Indonésie est particulièrement exposée aux catastrophes naturelles de toutes sortes: séismes, tsunamis et éruptions volcaniques. Le changement climatique fait peser une lourde menace sur l'avenir, car on s'attend à une intensification des sécheresses, inondations et glissements de terrain et de ce fait à une aggravation de l'insécurité alimentaire chronique, ce qui entraînera des opérations de secours répétées qui viendront ponctionner les ressources financières nationales.

Le programme de pays 200245 (2012–2015) reflète à la fois le dynamisme de l'Indonésie, qui a progressé du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, et le défi que le pays doit relever pour veiller à ce que les plus pauvres et les plus vulnérables échappent au cycle faim-dénutrition à mesure que l'économie se raffermi. Le programme de pays reflète aussi l'évolution du rôle du PAM, qui passe de l'engagement opérationnel direct au renforcement des capacités et moyens dont disposent le Gouvernement et les communautés pour s'attaquer aux problèmes liés à la faim et à la nutrition.

Pendant les quatre années que doit durer le programme de pays 200245, le PAM apportera une assistance alimentaire directe à 417 000 bénéficiaires. Son action sera principalement centrée sur les régions orientales en raison du bilan alarmant de la dénutrition et du déficit de capacités. Le PAM aidera le Gouvernement à ramener la dénutrition sous les seuils critiques, la priorité étant donnée aux 1 000 premiers jours allant de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant. En accordant une plus large place au renforcement des capacités, le programme de pays 200245 vise à améliorer dans les années qui viennent le sort de millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire. Dans le cadre des composantes concernant la préparation aux catastrophes et les interventions en cas d'urgence, le PAM renforcera la capacité du Gouvernement et des communautés de suivre, analyser, et cartographier l'insécurité alimentaire et à lutter contre celle-ci. Il est prévu à cet effet une stratégie à deux volets selon laquelle le PAM répondra directement aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des groupes les plus vulnérables, tout en investissant dans le renforcement de

capacités propres à stimuler la prise en charge locale et la durabilité des activités, la mobilisation de partenariats stratégiques et la consolidation des acquis.

Le programme de pays 200245 est conçu de manière à compléter les priorités du Gouvernement sur la base de concertations tenues au niveau national et provincial. Les objectifs sont conformes au Plan quinquennal de développement à moyen terme, au Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement, qui est l'équivalent du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, à la Feuille de route sectorielle de l'Indonésie concernant le changement climatique, et enfin aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5.

## PROJET DE DÉCISION\*

Le Conseil approuve selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour l'Indonésie 200245 (2012–2015) (WFP/EB.2/2011/8/5), lequel requiert 16 586 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 20,3 millions de dollars É.-U., pour un coût total pour le PAM de 44,6 millions de dollars.

---

\* Ceci est un projet décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

---

## ANALYSE DE LA SITUATION

1. Avec 237 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé du monde. Elle compte 17 000 îles réparties sur trois fuseaux horaires et 300 groupes ethniques qui parlent 250 langues. Pays émergent à revenu intermédiaire de la tranche inférieure<sup>1</sup>, il occupe selon l'indice de développement humain de 2010 le 108<sup>ème</sup> rang sur 169 pays. Depuis la crise financière qui a frappé l'Asie en 1997, l'Indonésie maintient une croissance économique stable: le produit intérieur brut par habitant se chiffre actuellement à 2 695 dollars<sup>2</sup>. Le pays a tenu ses troisièmes élections démocratiques en 2009.
2. Cependant, les progrès et la croissance économique sont inégalement répartis, et des problèmes persistent dans la fourniture de services et la gouvernance<sup>3</sup>. En 2009, le taux de pauvreté est tombé de 16,7 pour cent à 14,2 pour cent, mais 43 pour cent de la population vivent avec moins de 2 dollars par jour; si le taux de pauvreté est 4 pour cent à Jakarta, il ne faut toutefois pas oublier qu'il atteint 40 pour cent dans certaines provinces de l'est du pays. La décentralisation de grande ampleur, qualifiée de "big bang", a certes rapproché décideurs et populations concernées, mais elle a aussi mis en évidence les déficits de compétences techniques et administratives, surtout dans les provinces moins développées. Les déficiences de certaines administrations décentralisées limitent l'efficacité de la fourniture de services et l'impact des investissements du secteur public sur le développement.
3. La situation géographique de l'Indonésie sur la "ceinture de feu" en fait un des pays du monde les plus sujets aux catastrophes: en 2010, elle figurait au deuxième rang mondial en matière de vulnérabilité face aux phénomènes climatiques et géophysiques extrêmes. Chaque année, 1 million de personnes en moyenne sont touchées par des catastrophes naturelles<sup>4</sup>.
4. Les principaux défis que pose à l'Indonésie la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) portent essentiellement sur la lutte contre la faim et la dénutrition, l'approvisionnement en eau potable salubre et l'assainissement de base, la lutte contre la déforestation et la maîtrise de la propagation du VIH<sup>5</sup>.
5. À mesure que l'économie indonésienne croît, l'aide publique au développement décroît. En 2008, elle ne représentait que 0,28 pour cent du produit national brut; les livraisons d'aide alimentaire sont tombées de 885 000 tonnes en 1998 à 10 000 tonnes en 2009. En 2005, le PAM a distribué 200 000 tonnes pour faire face aux ravages du tsunami à Aceh.
6. En conformité avec la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, le Gouvernement a signé en 2009 les Engagements de Jakarta, qui appellent à renforcer la mainmise nationale dans la définition des systèmes d'aide, transformant la relation donateur/bénéficiaire en un

---

<sup>1</sup> D'après la classification de la Banque mondiale.

<sup>2</sup> *Badan Pemetaan Statistik* (Service des statistiques), 2009.

<sup>3</sup> Banque mondiale, "Quick facts", 2010.

<sup>4</sup> Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes de l'Organisation mondiale de la Santé.

<sup>5</sup> Banque asiatique de développement/Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique/Programme des Nations Unies pour le développement. 2010. *Achieving the Millennium Development Goals in an era of Global Uncertainty*. Disponible à l'adresse: <http://www.mdgasiapacific.org/regional-report-2009-10>.

partenariat fondé sur l'égalité et l'innovation, et privilégiant le renforcement des capacités et les programmes nationaux axés sur les résultats.

## Sécurité alimentaire et nutritionnelle

7. Le riz est l'aliment de base de la plupart des Indonésiens; le maïs, le manioc et la patate douce jouent un rôle important dans l'alimentation de certains groupes de populations, notamment dans les provinces orientales. La production céréalière est en hausse depuis 2007 et l'approvisionnement à l'échelle nationale est satisfaisant. La production de riz a atteint 59,9 millions de tonnes en 2008, rendant l'Indonésie autosuffisante pour la première fois depuis la crise financière et les problèmes engendrés en 1998 par le phénomène El Niño. La vulnérabilité face aux aléas climatiques pose un problème majeur.
8. La productivité rizicole varie fortement à travers le pays: les taux les plus faibles sont enregistrés dans les provinces de Nusa Tenggara Timor (NTT), Kalimantan-centre et Papua, où la plupart des districts sont déficitaires en riz et importent des excédents de Java, zone où la production est la plus importante.
9. Le changement climatique a une incidence sur la production céréalière, particulièrement dans les zones de faible productivité. En 1997, 1998 et 2006, années pendant lesquelles El Niño a sévi, la prolongation des saisons sèches s'est traduite par une baisse significative de la production céréalière. L'analyse des données pluviométriques des 30 dernières années indique une tendance à l'augmentation des risques de sécheresse dans la plupart des zones.
10. Le deuxième Atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de l'Indonésie, établi conjointement en 2009 par le Gouvernement et le PAM et lancé par le Président en 2010, montre que les districts exposés à l'insécurité alimentaire sont concentrés dans les provinces orientales de NTT, Nusa Tenggara Barat (NTB) et Papua. Les évaluations de la sécurité alimentaire et les résultats du suivi font apparaître les éléments suivants:
  - des disparités régionales pour ce qui est de la pauvreté. En 2010, 13 pour cent de la population vivaient en dessous du seuil national de pauvreté; l'incidence de la pauvreté a augmenté dans une proportion allant parfois jusqu'à 40 pour cent dans les provinces orientales, où la majorité de la population vit de l'agriculture et où les revenus des exploitants et des travailleurs agricoles sont parmi les plus bas du pays;
  - la faible productivité des petits exploitants. La productivité agricole est faible dans l'est du pays, tout particulièrement parmi les petits exploitants, en raison principalement des limites en matière de possession des terres, des problèmes concernant la main-d'œuvre, de l'accès limité aux terres irriguées, et des dommages causés par les ravageurs et les maladies des végétaux;
  - la dépendance à l'égard des marchés pour ce qui est des aliments de base. Les Indonésiens consacrent en moyenne 50 pour cent de leurs dépenses mensuelles à l'alimentation; la part des dépenses alimentaires monte jusqu'à 59 pour cent pour les ménages ruraux et peut atteindre 70 pour cent pendant la saison de soudure;
  - la faible capacité de résistance aux catastrophes naturelles et aux intempéries. Ces cinq dernières années, les deux tiers des ménages des provinces vulnérables de l'est ont été touchés par des catastrophes naturelles (épisodes de sécheresse principalement) et seulement 24 pour cent des ménages avaient accès à l'irrigation.

11. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 30 millions de personnes subsistent avec un apport énergétique quotidien inférieur au minimum recommandé pour l'Indonésie<sup>6</sup>: 62 pour cent de la population, soit 140 millions de personnes, tombent sous le seuil de 2 000 kilocalories par jour communément établi pour l'apport énergétique alimentaire. Malgré une augmentation qui a porté à 2 050 kilocalories par jour la moyenne de l'apport énergétique quotidien, les trois segments de la population ayant le plus faible niveau de dépenses ne consomment que 1 817 kilocalories par personne et par jour, et leur alimentation reste insuffisante et déséquilibrée.
12. Selon une récente analyse (dite "Landscape Analysis")<sup>7</sup>, la dénutrition chez les mères et les enfants est préoccupante malgré un recul sensible de l'insuffisance pondérale chez les enfants observé au cours de ces 20 dernières années; le taux actuel pour les enfants de moins de 5 ans est de 18 pour cent. À l'échelle nationale la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans en 2010 était de 35,6 pour cent, ce qui représente une baisse de seulement 1,2 pour cent depuis 2007 et établit à 7,7 millions le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance en Indonésie, soit le cinquième chiffre le plus élevé au monde<sup>8</sup>. La dénutrition maternelle est également importante: 24,5 pour cent des femmes enceintes souffrent d'un déficit calorique chronique et 13,7 pour cent d'anémie<sup>9</sup>. La mortalité maternelle est parmi les plus élevées de l'Asie du Sud-Est avec 420 décès pour 100 000 naissances vivantes<sup>10</sup>.
13. On note de grandes disparités entre les taux de dénutrition au niveau infranational. Dans la plupart des provinces orientales, le taux de retard de croissance dépasse le seuil critique de 40 pour cent établi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)<sup>11</sup>. D'après le Ministère de la santé, ce taux a atteint en 2010, 58,4 pour cent dans la province de NTT et 48,2 pour cent dans la province de NTB. Les carences en micronutriments sont très répandues: des rapports indiquent que dans la province NTT, 80 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois et 36 pour cent des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie<sup>12</sup>.
14. L'insécurité alimentaire des ménages, l'indisponibilité d'aliments enrichis et d'aliments d'origine animale, les mauvaises pratiques alimentaires et la maladie contribuent au médiocre bilan de la nutrition. Les rapports provenant de la province de NTT montrent que la charge de travail des femmes contribue à la dénutrition constatée chez les mères et les enfants. La "Landscape Analysis" a fait apparaître la nécessité de renforcer la capacité du Gouvernement de lutter contre la dénutrition au moyen d'interventions plus efficaces ayant fait leurs preuves, d'une meilleure coordination intersectorielle, d'un recentrage sur la

---

<sup>6</sup> FAO. 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome.

<sup>7</sup> Ministère de la santé, Bapenas et UNICEF. 2010. *The Landscape Analysis. Indonesian Country Assessment*. Jakarta.

<sup>8</sup> Calculé à partir d'un nombre estimatif de 21,6 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois et un taux de retard de croissance de 36 pour cent. Landscape Analysis. 2010.

<sup>9</sup> Enquête "Riskesdas" du Ministère de la santé. 2007.

<sup>10</sup> UNICEF, 2008. Taux de mortalité maternelle ajusté.

<sup>11</sup> Enquête "Riskesdas" du Ministère de la santé. 2010.

<sup>12</sup> Helen Keller International, CARE et Church World Service. 2008. *Nutrition Survey in East Nusatenggara (NTT)*. Bureau de la coordination des affaires humanitaires et UNICEF. Disponible sur: [http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/%28httpDocuments%29/3E538A256A002200C125756700511B90/\\$file/West\\_Timor\\_Survey-FINAL\\_REPORT.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004CE90B/%28httpDocuments%29/3E538A256A002200C125756700511B90/$file/West_Timor_Survey-FINAL_REPORT.pdf).

santé des enfants de moins de 2 ans et la santé maternelle, et d'une formation plus poussée des agents sanitaires.

## Politiques du Gouvernement

15. La sécurité alimentaire occupe une place prééminente dans le Plan national de développement à long terme (2005-2025) et le Plan national de développement à moyen terme (2010-2014), qui met en avant le principe du "développement pour tous" et fait de la sécurité alimentaire une de ses 11 priorités. Le renforcement des capacités est indispensable pour atteindre les objectifs concernant les populations les plus touchées par la dénutrition et l'insécurité alimentaire.
16. La déclaration par laquelle en 2007 le Gouvernement faisait de la réduction des risques de catastrophe une de ses neuf priorités de développement s'est traduite par de substantielles augmentations des allocations budgétaires à la gestion des catastrophes et à la réduction des risques de catastrophe au niveau national et infranational.
17. La loi de 2007 sur la gestion des catastrophes constitue le cadre d'une stratégie coordonnée en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de situation d'urgence dans la mesure où elle prévoit la mise en place d'organismes de gestion des catastrophes à l'échelle nationale et régionale, et où elle s'écarte d'une approche axée sur les interventions pour privilégier une stratégie d'ensemble de la réduction des risques de catastrophe englobant la préparation aux situations d'urgence et le redressement.
18. En 2008, la *Badan Nasional Penanggulangan Bencana* (BNPB; Agence nationale chargée de la gestion des catastrophes) a été créée pour coordonner la gestion des catastrophes et en 2010 le Président a annoncé officiellement la constitution d'une équipe nationale d'intervention rapide. À la demande du Gouvernement, le PAM a établi un partenariat avec la BNPB pour renforcer les capacités de l'équipe d'intervention rapide en logistique et en télécommunications d'urgence.
19. Le Gouvernement vient de mettre la dernière main à son plan d'action national en matière d'alimentation et de nutrition pour 2011-2015, dont la stratégie globale concernant la sécurité alimentaire repose sur: i) l'amélioration de la nutrition; ii) la sécurité sanitaire des aliments; iii) l'accessibilité des denrées alimentaires; iv) un mode de vie sain; et v) l'alimentation et la nutrition dans différents types d'établissements.
20. Les politiques visant l'insécurité alimentaire englobent la stabilisation des prix des denrées et la protection sociale. Les programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté du Gouvernement se divisent en trois groupes: i) transferts individuels; ii) programmes à assise communautaire; et iii) programmes de microfinance. Le plus vaste filet de protection sociale qui concerne directement la consommation alimentaire est le programme Raskin, lequel aide les ménages pauvres à satisfaire leurs besoins alimentaires et réduit les charges financières en fournissant 15 kilogrammes de riz par mois à un prix subventionné. En 2010, le programme Raskin ciblait 17,5 millions de ménages.
21. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement 2011-2015, qui est l'équivalent du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, aidera le Gouvernement à élaborer des politiques et des programmes axés sur: i) le renforcement de la capacité des administrations provinciales et locales d'offrir des prestations, des services et des débouchés économiques pour tous; ii) la promotion de la participation et la protection des droits des pauvres, notamment l'accès aux services sociaux et aux moyens de subsistance; et iii) l'amélioration de la capacité de résistance nationale et locale face au



changement climatique, aux menaces, aux chocs et aux catastrophes. Comme les programmes gouvernementaux ont été entravés par le manque de capacités, les activités appuieront la décentralisation, en particulier dans les régions défavorisées et reculées. Les organismes des Nations Unies réduiront le volet "prestations de services" pour intensifier le travail en amont, notamment l'approfondissement des connaissances utiles à l'élaboration de politiques et à l'exécution.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION ANTÉRIEURE

22. Le PAM a quitté l'Indonésie en 1996, mais a été invité à y revenir en 1998 pour aider à faire face aux effets de la sécheresse provoquée par El Niño et à l'impact de la crise financière asiatique. Depuis, le PAM est venu en aide à 20 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire, principalement à la suite de chocs d'origine économique ou naturelle, et a recentré son appui des activités Vivres contre travail à un programme de riz subventionné en milieu urbain et à des interventions nutritionnelles ciblées destinées à apporter des micronutriments aux populations vulnérables.
23. Dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 100692, qui prend fin en décembre 2011, le PAM s'attaque aux carences en micronutriments en distribuant des aliments enrichis aux enfants âgés de 12 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, ainsi qu'aux écoliers du primaire âgés de 6 à 13 ans; les activités menées dans les écoles comprennent des campagnes prônant le lavage des mains, des sessions de sensibilisation à la diversité de l'alimentation, l'aménagement de jardins scolaires et le déparasitage. L'IPSR est centrée sur les zones rurales et périurbaines des provinces de NTT, de NTB, de Java-Est et du grand Jakarta.
24. Faute de financements suffisants, après 2008 le PAM a dû réduire ses activités au titre de l'IPSR 100692: il a suspendu le soutien aux patients atteints de tuberculose et aux activités de développement communautaire en 2008–2009, puis il a interrompu l'alimentation scolaire dans la province de NTT à compter de la mi-2010. Du fait du manque de financements pluriannuels prévisibles, il n'a pas été possible de procéder à une planification optimale, ni d'atteindre tous les résultats escomptés.
25. Si l'assistance alimentaire offerte dans le cadre des mesures touchant la santé maternelle et infantile, l'alimentation scolaire et les activités Vivres contre travail s'est poursuivie à une échelle plus réduite dans le cadre de l'IPSR 100692, le renforcement des capacités, lui, a été intensifié avec des résultats positifs, tandis que le PAM se servait de ses avantages comparatifs pour transférer des compétences au Gouvernement. Ainsi, depuis 2003, il met à profit son savoir-faire en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) pour aider l'Agence de sécurité alimentaire à mettre au point divers outils, dont des atlas nationaux de la sécurité alimentaire, une carte nationale de la nutrition, un dispositif de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SSAN), et un système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces instruments sont désormais intégrés aux plans de travail annuels du Gouvernement et les pouvoirs publics les ont utilisés pour déterminer comment répartir l'allocation de 32 millions de dollars destinée aux 100 districts ruraux répertoriés comme étant en situation d'insécurité alimentaire.

26. Le PAM a également transféré des compétences par l'intermédiaire de ses services de soutien logistique. Dans le cadre de son intervention à la suite du tsunami de 2004, il a formé aux opérations portuaires des personnes travaillant dans 18 ports d'Aceh, ce qui a facilité les livraisons de secours humanitaires et le transport entre îles, améliorant ainsi l'accès aux services publics et ouvrant des possibilités économiques.
27. Les examens effectués depuis 2008 ont porté sur des questions liées à la transition, comme la stratégie de transfert des responsabilités, le désengagement progressif et les options pour l'avenir. L'analyse de la situation révèle l'échelle de la dénutrition et l'importance de l'action à mener pour venir en aide aux laissés-pour-compte de la croissance. Compte tenu de l'ampleur de la décentralisation, le PAM doit collaborer avec les administrations à l'échelon tant national que local.
28. Les évaluations ont souligné la nécessité d'un recentrage stratégique et géographique et d'un ciblage plus affiné des interventions du PAM ainsi que l'importance du soutien technique et de la collaboration avec les structures administratives locales et nationales. En particulier, il a été recommandé dans une évaluation de continuer d'aider le Gouvernement à assurer le suivi de la situation sur le plan nutritionnel et de la sécurité alimentaire aux fins de la planification des interventions: l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité constitueront donc un élément essentiel au cours de la période couverte par le programme de pays pour améliorer les capacités de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ce qui aura pour effet de faciliter la planification stratégique et la hiérarchisation des interventions à l'échelle nationale et locale.
29. Les consultations tenues en 2010 avec le Gouvernement, les donateurs et les organismes des Nations Unies ont permis de dégager plusieurs domaines se prêtant au partage des coûts pendant les cinq années à venir: i) suivi, analyse et cartographie de la sécurité alimentaire; ii) réduction des risques de catastrophe; et iii) filets de protection sociale axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sur l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement.

---

## ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

30. Le PAM appuiera l'engagement pris par le Gouvernement d'instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les Indonésiens. Les composantes stratégiques du programme de pays 200245 découlent des priorités de la stratégie de pays établie par le PAM pour 2011–2015. L'objectif est de renforcer les capacités de l'Indonésie dans trois domaines:
  - a) suivi, analyse et cartographie de l'insécurité alimentaire et lutte contre celle-ci;
  - b) préparation aux catastrophes et intervention en cas d'urgence conformément au Cadre d'action de Hyogo; et
  - c) abaissement de la dénutrition sous les seuils critiques.
31. Dans l'esprit du passage à l'assistance alimentaire, le PAM appliquera une approche intégrée et mènera les activités ci-après: i) assistance technique; ii) mise au point de prototypes d'interventions à fort impact et reproductibles; iii) renforcement du suivi et de l'évaluation afin d'améliorer la gestion des connaissances; et iv) plaidoyer en faveur de l'élaboration de politiques et d'interventions viables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Exploitant les travaux menés en matière d'ACV, le bureau de pays s'attachera de plus en plus à utiliser les données probantes collectées aux fins de ses

activités touchant la formulation des politiques, dans le cadre de partenariats renforcés avec le Ministère de la planification et le Cabinet du Vice-Président, entre autres. Les données issues des activités ACV aideront en outre le Gouvernement à cibler ses programmes et ses priorités. Les produits en rapport avec l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité sont ainsi actuellement utilisés pour l'élaboration des plans d'action quinquennaux en matière d'alimentation et de nutrition destinés aux provinces.

32. Le programme de pays 200245 concourt aux effets 1, 2, 4 et 5 du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement<sup>13</sup> et aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM. Le renforcement des capacités nationales et locales sera intégré à toutes les actions du PAM.
33. Conformément au Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement, le PAM interviendra principalement dans les provinces d'Aceh, de NTT et de Papua. L'équipe de pays des Nations Unies donnera également la priorité à ces provinces, de sorte que le PAM s'attende à travailler avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la FAO, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes. Les activités résiduelles dans deux autres provinces orientales seront examinées dans la perspective d'un retrait progressif ou du transfert des responsabilités au Gouvernement.
34. Il ressort des discussions des groupes de réflexion dans les provinces de NTT et de NTB tenues pendant la phase d'élaboration du programme de pays que les bénéficiaires préféreraient les transferts de vivres car ils craignaient que les transferts monétaires puissent provoquer des tensions au sein des ménages. Pendant la période couverte par le programme de pays 200245, le PAM analysera les marchés et évaluera d'autres modalités de transfert en vue d'utiliser des transferts sous forme de bons ou de transferts monétaires, en plus ou à la place des transferts de vivres.

---

## COMPOSANTES DU PROGRAMME

35. Le programme de pays sera articulé autour de trois composantes et suivra la stratégie à deux volets qui consiste à concentrer les opérations sur les besoins immédiats des groupes les plus vulnérables dans les zones où les taux d'insécurité alimentaire et de dénutrition sont les plus élevés, tout en s'attachant à favoriser les investissements nécessaires sur le long terme pour parvenir à instaurer la sécurité alimentaire au profit de tous.

---

<sup>13</sup> Effets du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement: 1 – Services sociaux; 2 – Moyens de subsistance durables; 4 – Réduction des risques de catastrophe/résilience; 5 – Changement climatique et environnement

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE</b>			
	<b>Hommes/ garçons</b>	<b>Femmes/ filles</b>	<b>Total</b>
<b>Composante 1 – Renforcer la capacité de l'Indonésie de suivre, analyser et cartographier l'insécurité alimentaire et de lutter contre celle-ci</b>	La composante 1 étant exclusivement consacrée au renforcement des capacités grâce à la formation et à l'offre d'une assistance technique, aucun bénéficiaire ne reçoit directement d'aliments du PAM		
<b>Composante 2 – Renforcer les capacités de l'Indonésie en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence</b>	120 000	120 000	<b>240 000</b>
<b>Composante 3 – Renforcer la capacité de l'Indonésie de ramener la dénutrition sous les seuils critiques</b>	105 100	176 100	<b>281 200</b>
<i>Femmes enceintes et mères allaitantes</i>		<i>63 000</i>	<b><i>63 000</i></b>
<i>Enfants âgés de moins de 5 ans</i>	<i>95 100</i>	<i>95 100</i>	<b><i>190 200</i></b>
<i>Enfants de 5 à 18 ans</i>	<i>10 000</i>	<i>18 000</i>	<b><i>28 000</i></b>
<b>TOTAL</b>	<b>180 080</b>	<b>236 880</b>	<b>416 960</b>

Les chiffres relatifs aux bénéficiaires prévus ont été arrondis. Le total prend en compte le fait qu'un certain nombre de bénéficiaires (20 pour cent environ) recevront une assistance au titre des deux composantes.

### **Composante 1 – Renforcer la capacité de l'Indonésie de suivre, analyser et cartographier l'insécurité alimentaire et de lutter contre celle-ci**

36. Le PAM renforcera la capacité de l'Indonésie de suivre, analyser et cartographier la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue d'étoffer les connaissances nécessaires à la planification et au ciblage reposant sur des données factuelles. Il est prévu à cet effet de mener les activités suivantes:

- **Activité 1** – Renforcer la capacité des acteurs nationaux de définir les zones nécessitant des interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et suivre périodiquement la situation en vue de recueillir des données factuelles pour la planification, le ciblage et l'exécution. En conformité avec les politiques nationales<sup>14</sup>, le PAM travaillera avec le Gouvernement pour améliorer le fonctionnement du dispositif de SSAN qui sera mis en place au niveau des villages. Le PAM utilisera, par exemple, des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire des ménages tels que les scores de consommation alimentaire et les prix du marché afin de mieux cerner le pouvoir d'achat des ménages vulnérables; il examinera aussi la possibilité de prendre en compte des données d'alerte rapide sur les catastrophes à évolution lente. Vu l'importance croissante que prend la SSAN en tant que moyen d'appréhender l'impact du coût élevé des produits alimentaires et du changement climatique sur la sécurité alimentaire, il y a lieu de dispenser un appui technique et des conseils dans ce domaine.

<sup>14</sup> Instruction présidentielle n°1, 2010.

- **Activité 2** – Renforcer la capacité des acteurs provinciaux de mettre en œuvre les priorités stratégiques en établissant des prototypes d'atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et de cartes de la nutrition au niveau provincial, et en lançant la SSAN dans le but de faciliter l'alerte rapide et la planification en temps utile. L'assistance technique du PAM aidera les administrations locales à établir des atlas provinciaux de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité au niveau des sous-districts: l'analyse deviendra un outil servant à l'allocation des ressources et au ciblage des zones les plus vulnérables. Le renforcement des capacités à l'échelon provincial facilitera la collecte par les administrations locales de données relatives à la SSAN au niveau des villages selon la méthode convenue au niveau national. Le PAM dispensera des conseils techniques sur la collecte de données et leur traitement, ainsi que sur l'interprétation et la communication des résultats.
- **Activité 3** – Améliorer la base de connaissances pour renforcer le plaidoyer et les interventions. Les résultats du suivi, de l'analyse et de la cartographie de la sécurité alimentaire serviront à enrichir la base de connaissances dont disposent le PAM et le Gouvernement, ce qui améliorera les capacités de préparation et d'intervention.

## **Composante 2: Renforcer les capacités de l'Indonésie en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence**

37. En conformité avec le Plan d'action de Hyogo, le PAM renforcera la capacité de l'Indonésie de se préparer aux catastrophes et d'intervenir en cas d'urgence à l'échelle du pays, des provinces et des districts au moyen des actions suivantes:

- **Activité 4** – Renforcer les institutions et les systèmes nationaux de gestion des catastrophes, notamment les capacités de la BNPB et de l'équipe d'intervention rapide dans le domaine de la logistique et des télécommunications d'urgence, ainsi que la capacité d'évaluation de la sécurité alimentaire de l'Agence de sécurité alimentaire. Les travaux préliminaires ont commencé en 2010 à la demande du Gouvernement.
- **Activité 5** – Renforcer les institutions et les systèmes provinciaux de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence, en privilégiant les capacités touchant la logistique et les télécommunications d'urgence. La mise au point de prototypes est en cours à Aceh depuis 2010.
- **Activité 6** – Contribuer à accroître la capacité de résistance aux impacts du changement climatique et à renforcer la capacité d'adaptation des agriculteurs vulnérables. Il est prévu à cet effet d'utiliser la formule Vivres pour la création d'avoirs, qui contribuera à la remise en état des ressources naturelles. Les ménages seront ainsi mieux équipés pour faire face à la sécheresse et aux inondations. Le cas échéant, le capital humain sera aussi valorisé dans le cadre d'actions d'alphabétisation et de formation à des activités rémunératrices. La stratégie faisant appel aux activités Vivres pour la création d'avoirs sera axée sur la protection des moyens de subsistance des familles les plus vulnérables pendant qu'elles se consacrent à la remise en état des avoirs essentiels; cette stratégie prend également en compte le problème de la charge de travail incombant aux femmes. On s'attachera à établir des liens avec les filets de protection sociale du Gouvernement, les filières d'approvisionnement et les achats locaux; on examinera la possibilité de renforcer les capacités à l'échelon provincial. Le ciblage dans les provinces couvertes par le programme de pays sera fondé sur l'atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et l'ACV des provinces concernées. On étudiera la possibilité de recourir aux transferts monétaires ou aux bons d'alimentation,

ou encore d'associer ces formules à l'assistance alimentaire pour appuyer la création d'avoirs.

### **Composante 3: Renforcer la capacité de l'Indonésie à ramener la dénutrition sous les seuils critiques**

38. Le PAM donnera la priorité aux zones où les taux de retard de croissance et d'émaciation sont les plus élevés. L'investissement dans la nutrition de l'enfant, particulièrement pendant les 1 000 jours qui vont de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant, sera prioritaire en raison de son efficacité eu égard à la réduction de la morbidité et de la mortalité ainsi qu'à la promotion de la croissance physique et du développement intellectuel.
39. La taille de l'Indonésie, l'éparpillement de la population et les risques de catastrophes compliquent la tâche du Gouvernement pour ce qui est de lutter contre la dénutrition. Le PAM, aux côtés d'autres organismes des Nations Unies et de ses partenaires, démontrera l'efficacité de différentes méthodes pour traiter les problèmes de nutrition auxquels se heurtent les personnes les plus à risque et contribuera à consolider la capacité des administrations nationales et locales de venir en aide aux plus vulnérables, en particulier les enfants et les femmes.
- **Activité 7** – Au titre de la santé et de la nutrition maternelles et infantiles (SNMI), le PAM mènera à titre pilote des interventions novatrices et nouera des partenariats axés sur la prévention du retard de croissance et la lutte contre celui-ci; l'accent portera sur les enfants âgés de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Il est prévu de mesurer les résultats de ces opérations pilotes pour en démontrer l'impact et de fournir une assistance technique pour les transposer durablement à plus grande échelle. Ainsi, le PAM lancera notamment des activités touchant l'alimentation complémentaire afin d'élargir l'accès aux aliments riches en micronutriments et énergétiques, en privilégiant les 1 000 jours allant de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant; une telle démarche impliquera de travailler au sein du système de santé pour fournir des aliments enrichis aux enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, et aussi de collaborer avec les fabricants de produits alimentaires pour accroître la disponibilité d'aliments composés enrichis, de suppléments nutritionnels et d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi<sup>15</sup> ainsi que de biscuits protéinés, tout en réduisant les coûts. Ces initiatives seront complétées par des activités de SNMI mises en œuvre par le Gouvernement et d'autres partenaires de développement, notamment les États-Unis d'Amérique et l'Australie, et portant notamment sur la promotion de l'allaitement maternel, l'amélioration des pratiques en matière d'alimentation complémentaire, la supplémentation en vitamine A et en fer, et le recours aux services de santé, conformément au Plan d'action de l'Indonésie en matière d'alimentation et de nutrition. Le PAM, l'UNICEF et le Gouvernement appuieront la supplémentation alimentaire pour traiter la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, dans le cadre d'un engagement conjoint à promouvoir la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> L'UNICEF a sollicité l'assistance du PAM pour la mise au point locale d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi.

<sup>16</sup> Cette composante n'a pas été inscrite au budget pour les quatre années dans leur intégralité du fait que le rôle du PAM dans le renforcement de la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë reste à définir: ainsi, il sera peut-être chargé de fournir un soutien technique ou des suppléments nutritionnels prêts à l'emploi.

- **Activité 8** – Appuyer la transposition à une plus grande échelle des interventions probantes et d'un bon rapport coûts-efficacité pour prévenir et traiter la dénutrition, en privilégiant les 1 000 jours allant de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant, si possible à la faveur de programmes gouvernementaux et du secteur privé. Le PAM étudiera la possibilité de passer de la fourniture directe d'aliments d'appoint à un mécanisme de livraison corrélé aux filets de sécurité du Gouvernement et aux marchés par l'intermédiaire de partenaires du secteur privé. Le PAM pourrait aussi se pencher sur divers projets comme l'enrichissement du riz et la biofortification de cultures, avec l'appui du Gouvernement.
40. Les activités nutritionnelles viseront à: i) améliorer la supplémentation alimentaire et la prise en charge de la dénutrition aiguë modérée; ii) appuyer la politique nationale relative à la nutrition, y compris le lancement du Plan d'action de l'Indonésie en matière d'alimentation et de nutrition au niveau des provinces et des districts; et iii) renforcer l'analyse et la cartographie de la nutrition ainsi que les actions de plaidoyer.
41. Le PAM, le Gouvernement et l'UNICEF affineront les directives relatives à la nutrition en situation d'urgence dans le but de mettre en évidence le rôle crucial que joue la prévention de la dénutrition dans le cadre de la préparation aux catastrophes dans le contexte indonésien.
42. S'il dispose des ressources nécessaires, le PAM appuiera les dernières initiatives en date du Gouvernement visant à revitaliser le programme national d'alimentation scolaire, à intégrer l'éducation à la nutrition, à diversifier le régime alimentaire et à compléter les moyens de subsistance et les possibilités de revenus des pauvres vivant en milieu rural. L'accent sera mis sur les repas scolaires issus de la production locale, sur l'enrichissement des aliments et sur les besoins spécifiques des adolescentes, en prenant en compte tous les stades de l'existence.

**TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE PAR COMPOSANTE (en g/personne/jour)**

Composante	Céréales	Huile vég.	Biscuits à haute teneur énergétique pour femmes enceintes et mères allaitantes*	Mélange maïs-soja CSB++ ou aliment composé localement enrichi à base de riz**	Mélange maïs soja CSB+	Biscuits à haute teneur énergétique	Légumes secs	Total kcal/jour	% kcal d'origine protéique	% kcal d'origine lipidique
<b>Composante 2 – Renforcer les capacités de l'Indonésie en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence</b>										
Vivres pour la création d'avois	500	30						2 100	6,8	14,2
<b>Composante 3 – Renforcer la capacité de l'Indonésie de ramener la dénutrition sous les seuils critiques</b>										
<b>Santé et nutrition maternelles et infantiles</b>										
Femmes enceintes et mères allaitantes			100					450	10,7	30,0
Femmes enceintes et mères allaitantes					200			800	18,0	13,5
Enfants âgés de 6 à 23 mois				100				410	15,6	19,8
Enfants âgés de 12 à 59 mois						50		225	10,7	30,0
<b>Prototype d'alimentation scolaire</b>										
Repas scolaires (aliments locaux)	50***						10	214	11,7	4,0
Ration à emporter		100						885		100,0

La ration distribuée dans le cadre des activités Vivres pour la création d'avois est établie sur la base de 20 jours de travail par mois.

Les enfants âgés de 12 à 23 mois seront divisés en deux groupes et recevront des rations supplémentaires distinctes de mélange maïs-soja enrichi et amélioré (CSB ++ ) et de biscuits à haute teneur énergétique.

\*Biscuits à haute teneur énergétique; femmes enceintes et mères allaitantes.

\*\*Mélange maïs-soja; aliments composés enrichis.

\*\*\* Ingrédients supplémentaires: sucre, banane et lait de coco fournis par les communautés et les administrations locales.



<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN DENRÉES ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)</b>			
	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Total</b>
Céréales	7 200	500	<b>7 700</b>
Huile végétale	432	400	<b>832</b>
Biscuits à haute teneur énergétique		1 800	<b>1 800</b>
Biscuits à haute teneur énergétique pour les femmes enceintes et les mères allaitantes		1 080	<b>1 080</b>
Mélange maïs-soja CSB+		2 376	<b>2 376</b>
Mélange maïs- soja CSB ++		1 584	<b>1 584</b>
Légumes secs		60	<b>60</b>
Supplément nutritionnel à tartiner prêt à consommer		139	<b>139</b>
Aliment thérapeutique prêt à consommer		7	<b>7</b>
Aliments composés enrichis (produits localement)		1 008	<b>1 008</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 632</b>	<b>8 954</b>	<b>16 586</b>
<b>% du total des besoins en denrées alimentaires</b>	<b>46</b>	<b>54</b>	<b>100</b>

Le supplément nutritionnel prêt à consommer et l'aliment thérapeutique prêt à consommer sont des produits à mettre au point rapidement; les mélanges CSB+ et CSB++ sont des produits à mettre au point à moyen terme pour remplacer les biscuits à haute teneur énergétique.

## GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

43. Les activités du programme de pays 200245 seront exécutées par l'intermédiaire de ministères et d'agences au niveau national et provincial. Il est essentiel que les mécanismes de communication et de coordination entre les différents échelons de l'administration (central, provincial et de district) soient efficaces. Pour que le transfert de la responsabilité des activités se déroule de manière satisfaisante, le renforcement des capacités sera axé sur les provinces; la coordination et la participation à la planification et à l'analyse se feront au niveau provincial et national.
44. Pour assurer la prise en main des activités par les acteurs nationaux et la viabilité de celles-ci, le renforcement des capacités devrait être associé à l'allocation de ressources par les administrations locales. Les céréales et les aliments composés enrichis seront achetés localement lorsque l'opération se révélera être d'un bon rapport coût-efficacité.
45. Le PAM améliorera son système de suivi et d'évaluation afin d'enrichir la base de connaissances: il est prévu à cet effet de moderniser les méthodes de collecte des données pour inclure des systèmes électroniques en remplacement des registres ou cartes, et de modifier le contenu, la périodicité et les modes d'utilisation des données pour la programmation et le plaidoyer. Le PAM s'efforcera de se doter d'une stratégie plus cohérente en matière de suivi et d'évaluation en procédant à des analyses entre composantes, en harmonisant ses programmes et indicateurs avec ceux du Gouvernement

et des autres parties prenantes, et en renforçant les partenariats avec le Gouvernement, les instituts de recherche et le secteur privé. Une évaluation externe à mi-parcours est prévue.

46. Le PAM passera de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire et contribuera à la recherche de solutions durables aux problèmes liés à la sécurité alimentaire, prises en main par les acteurs nationaux. Divers facteurs entreront en jeu, comme la situation en matière de sécurité alimentaire, qui pourrait s'aggraver sous l'effet de catastrophes naturelles, l'évolution des prix des denrées alimentaires, le niveau d'implication du Gouvernement et la disponibilité de ressources. Les risques susceptibles d'entraver l'exécution du programme de pays sont évoqués ci après.
47. Des catastrophes naturelles de grande ampleur ou à répétition pourraient sensiblement réduire la sécurité alimentaire et affaiblir l'impact des interventions appuyées par le PAM. Pour atténuer ce risque, celui-ci se tiendra prêt à intervenir de nouveau directement en apportant une assistance d'urgence par exemple au cas où se produirait une catastrophe à laquelle le Gouvernement ne pourrait faire face seul.
48. L'absence de financement pluriannuel prévisible aurait pour effet d'entraver la transposition à plus grande échelle des prototypes. Pour parer à ce risque, le PAM s'est assuré des engagements de financement afin de pouvoir lancer les travaux préparatoires du programme de pays 200245 et il accélère la mobilisation de ressources nécessaires auprès du Gouvernement, des donateurs et du secteur privé, qui intervient déjà dans le cadre d'un partenariat public-privé; des stratégies sont en place pour mobiliser des ressources complémentaires auprès de sources de financement verticales ou de comptes thématiques de donateurs individuels ou regroupés. Dans le contexte du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement, le PAM recherchera des possibilités de financement conjoint et étudiera la possibilité de recourir aux fonds pour la conversion de la dette. La mise à contribution du secteur privé est à l'étude dans le cadre de l'initiative relative aux partenariats entre le secteur public et le secteur privé pour faire reculer la dénutrition chez l'enfant, conduite par le PAM (projet Laser Beam), et il faudra de plus en plus solliciter l'appui du secteur public. Le PAM escompte une plus forte participation aux coûts et une augmentation des contributions de la part du Gouvernement pendant la période couverte par le programme de pays.
49. Du fait des remaniements gouvernementaux ou de la rotation fréquente des fonctionnaires, surtout au niveau provincial, le renforcement des capacités pourrait être moins efficace. Pour atténuer ce risque, le PAM veillera à ce que le Gouvernement se mobilise pour conserver tout leur impact aux interventions.

## ANNEXE I-A

<b>RÉSUMÉ DU BUDGET (en dollars)</b>				
	<b>Composante 1</b>	<b>Composante 2</b>	<b>Composante 3</b>	<b>Total</b>
Produits alimentaires (en tonnes) <sup>1</sup>	Sans objet	7 632	8 954	<b>16 586</b>
Coût des produits alimentaires (en dollars)	Sans objet	4 968 000	15 350 997	<b>20 318 997</b>
<b>Total par composante (en dollars)</b>	Sans objet	<b>4 968 000</b>	<b>15 350 997</b>	<b>20 318 997</b>
Transport extérieur				<b>99 900</b>
Autres coûts opérationnels directs (y compris le renforcement des capacités)				4 995 787
Total des coûts opérationnels directs				25 414 684
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (y compris renforcement des capacités)				16 229 019
Coûts d'appui indirects <sup>3</sup>				2 915 059
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>				<b>44 558 762</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et dépenses connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	5 957 040
Personnel local - Administrateurs recrutés sur le plan national	1 449 388
Personnel local - Agents des services généraux	4 046 781
Primes de risque et de sujétion	41 968
Consultants internationaux	133 500
Volontaires des Nations Unies	201 600
Voyages officiels du personnel	976 100
<b>Total partiel</b>	<b>12 806 377</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Location de locaux	671 040
Charges courantes (électricité, etc.)	196 800
Fournitures de bureau et petit matériel	432 400
Services de communication	636 000
Réparation et entretien du matériel	241 200
Coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules	269 200
Aménagement et entretien des bureaux	243 000
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	172 002
<b>Total partiel</b>	<b>2 861 642</b>
<b>Dépenses d'équipement et autres coûts</b>	
Matériel de communication	431 000
Dépenses locales de sécurité	130 000
<b>Total partiel</b>	<b>561 000</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>16 229 019</b>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p><b>Effet 1 du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement – Services sociaux</b></p> <p>Les personnes pauvres et les plus vulnérables sont en mesure d'accéder à des services sociaux et de protection de qualité, conformément à la Déclaration du Millénaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Taux de mortalité infantile, post-infantile et maternelle</li> </ul>	<p>Le gouvernement reste déterminé à accélérer la réalisation des OMD 4, 5 et 6</p> <p>Le Gouvernement axe son action sur la réduction du retard de croissance et l'augmentation du financement alloué aux programmes de nutrition</p> <p>Le Gouvernement adopte et applique les recommandations issues du système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle</p> <p>Non respect des critères de ciblage, ressources limitées, rotation fréquente des fonctionnaires gouvernementaux</p>
<p><b>Effet 2 du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement - Moyens de subsistance durables</b></p> <p>La situation socio-économique des groupes vulnérables et leur accès au travail et à des moyens de subsistance productifs et durables sont améliorés dans un cadre cohérent visant à réduire les disparités régionales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans</li> </ul>	
<p><b>Effet 4 du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement – Réduction des risques de catastrophe/capacité de résistance</b></p> <p>Accentuation de la capacité de résistance nationale face aux catastrophes, aux crises et aux chocs externes d'ici à 2015</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation annuelle des dépenses consacrées à l'élaboration de politiques relatives à la préparation aux catastrophes et aux interventions en cas d'urgence</li> <li>➤ % d'agences sectorielles, mise en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophe</li> </ul>	
<p><b>Effet 5 du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement</b></p> <p>Changement climatique et environnement</p> <p>Renforcement de l'atténuation des effets du changement climatique et de l'adaptation et mise en œuvre de mesures de promotion d'un environnement durable dans les provinces, secteurs et communautés vulnérables ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de modèles reproductibles en matière d'atténuation des effets du changement climatique créés</li> </ul>	
<p><b>Composante 1: Renforcer la capacité de l'Indonésie de suivre, analyser et cartographier l'insécurité alimentaire et de lutter contre celle-ci</b></p>		
<p><b>Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b></p>		
<p><b>Effet direct 1.</b> Existence de principes directeurs nationaux intégrant des solutions au problème de la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ % d'accroissement du financement public consacré aux solutions au problème de la faim dans les plans d'action nationaux et provinciaux</li> </ul>	<p>Engagement ferme du Gouvernement</p> <p>Budget gouvernemental suffisant</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<b>Produit 1.1.</b> Capacités et sensibilisation renforcées grâce à des actions et des formations organisées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de personnes formées à l'évaluation des besoins, au ciblage, à la gestion des produits alimentaires et à la gestion de l'information sur les marchés</li> </ul>	
<b>Produit 1.2.</b> Capacité nationale accrue en matière de suivi, d'analyse et de cartographie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Méthode nationale de surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle appliquée au niveau des villages</li> <li>➤ Atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité utilisés au niveau des sous-districts</li> <li>➤ Base de connaissances utilisée pour appuyer la préparation aux catastrophes et les interventions en cas d'urgence</li> </ul>	
<b>Composante 2: Renforcer les capacités de l'Indonésie en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence</b>		
<b>Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets</b>		
<b>Effet direct 2.</b> Mise en place et renforcement de systèmes d'alerte rapide, de plans d'urgence et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire avec l'appui du PAM pour ce qui est du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indice de préparation aux catastrophes</li> </ul> Objectif: indice égal ou supérieur à 7	Engagement ferme du Gouvernement Nombre et gravité des catastrophes Partenaires coopérants et compétences techniques disponibles pour appuyer la mise en œuvre Implication et prise en main des activités par les communautés
<b>Produit 2.1.</b> Mesures d'atténuation des effets des catastrophes en place, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Systèmes de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas d'urgence en place, par type</li> <li>➤ Nombre de membres du Gouvernement et d'homologues formés à la planification préalable des secours et aux interventions en cas d'urgence</li> </ul>	
<b>Effet direct 3.</b> Réduction du risque de danger au niveau local dans les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score relatif aux avoirs des ménages</li> </ul> Objectif: score amélioré pour 80 % des ménages ou des communautés ciblées	
<b>Produit 3.1.</b> Dispositifs d'atténuation des effets des catastrophes créés ou remis en état par les communautés ciblées	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dispositifs de réduction des risques et d'atténuation des effets des catastrophes créés ou remis en état, par type et unité de mesure</li> </ul>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<b>Effet direct 4.</b> Caractère adéquat de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période d'assistance <sup>1</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Score de consommation alimentaire des ménages</li> </ul> Objectif: score supérieur au seuil de 38,5 pour 80% des ménages ciblés <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Indicateur des stratégies de survie</li> </ul> Objectif: diminution du recours à des stratégies de survie préjudiciables pour 80% des communautés ciblées	
<b>Produit 4.1.</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons qui reçoivent des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus</li> </ul>	Capacité de mise en œuvre des activités adéquate au niveau des communautés
<b>Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b>		
<b>Effet direct 5.</b> Progrès dans la prise en main par le pays des solutions au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Stratégie de renforcement des capacités élaborée et mise en œuvre, par composante</li> </ul>	Engagement ferme du Gouvernement
<b>Produit 5.1.</b> Stratégies convenues de renforcement des capacités en place	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nombre de stratégies de renforcement des capacités arrêtées par le PAM et les administrations nationales et provinciales</li> </ul>	Budget gouvernemental suffisant
<b>Composante 3: Renforcer la capacité de l'Indonésie de ramener la dénutrition sous les seuils critiques</b>		
<b>Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition</b>		
<b>Effet direct 6.</b> Amélioration de l'état nutritionnel des groupes cibles de femmes, de filles et de garçons	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés âgés de moins de 2 ans, rapport taille/âge, en %</li> </ul> Objectif: réduction de 4 % de la prévalence du retard de croissance dans la population ciblée d'ici la fin du programme de pays <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévalence de l'émaciation chez les enfants ciblés de moins de 2 ans, rapport poids/taille, en %</li> </ul> Objectif: réduction de 4 % de la malnutrition aiguë modérée dans la population ciblée d'ici la fin du programme de pays	Partenaires coopérants et compétences techniques disponibles pour appuyer la mise en œuvre Assistance complémentaire non alimentaire disponible Stabilité de la filière d'approvisionnement

<sup>1</sup>Indicateur d'effet direct du PAM pour les programmes de filet de sécurité fondés sur l'aide alimentaire à l'intention des personnes vivant avec le VIH et des orphelins et autres enfants vulnérables; indicateur d'effet direct spécifique au programme de SNMI.

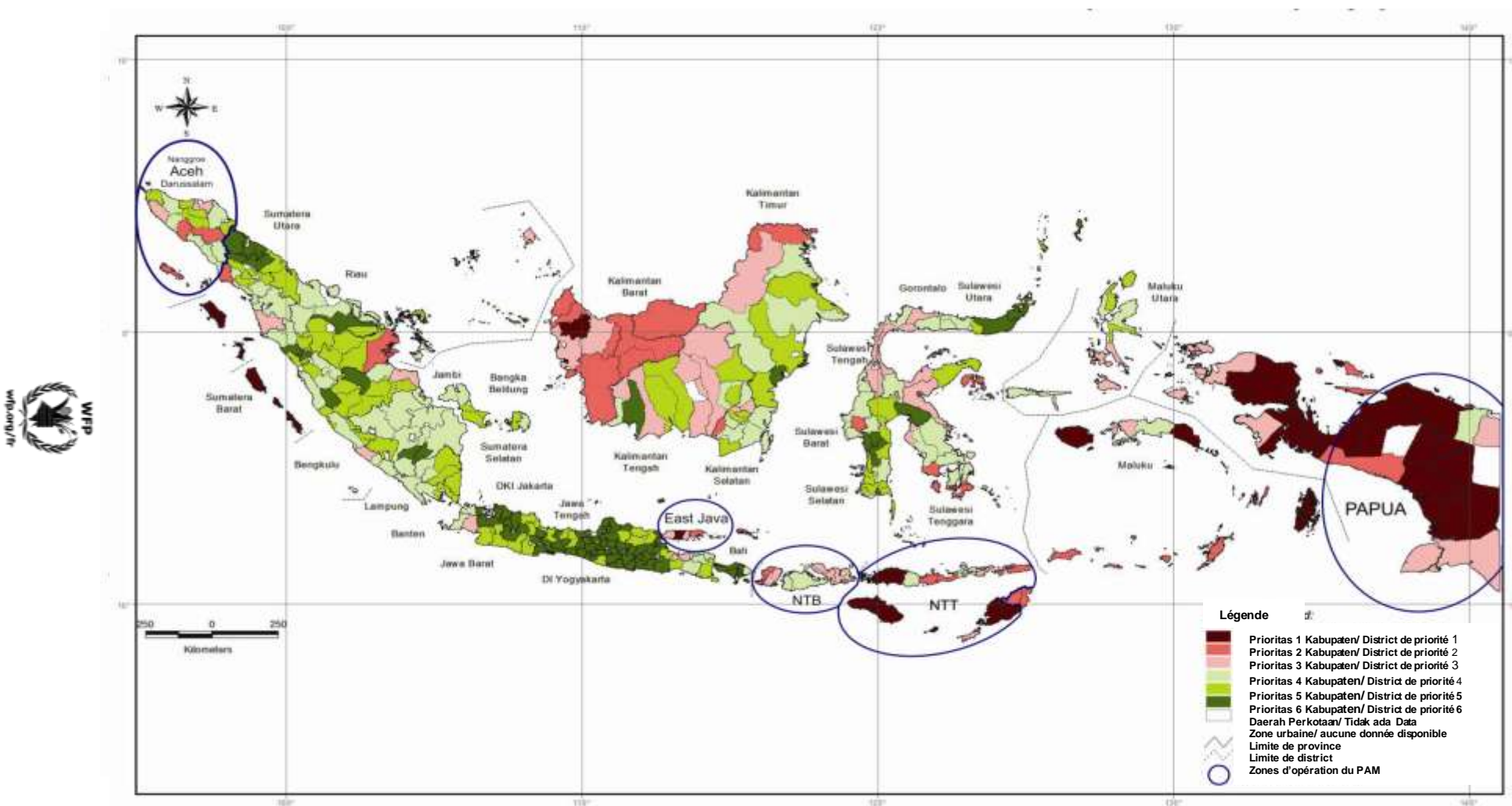


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<b>Produit 6.1.</b> Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés	➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons qui reçoivent des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et des articles en pourcentage des chiffres prévus	
<b>Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b>		
<b>Effet direct 7.</b> Progrès dans la prise en main par le pays des solutions au problème de la faim	➤ Stratégie de renforcement des capacités élaborée et mise en œuvre, par composante	Budget gouvernemental suffisant
<b>Produit 7.1.</b> Stratégies convenues de renforcement des capacités en place	➤ Nombre de stratégies de renforcement des capacités arrêtées par le PAM et les administrations nationales et provinciales	





## CARTE DU PROGRAMME DE PAYS INDONÉSIE (2012-2015)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
BNPB	<i>Badan Nasional Penanggulangan Bencana</i> (Agence nationale chargée de la gestion des catastrophes)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
NTB	Nusa Tenggara Barat
NTT	Nusa Tenggara Timur
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
SSAN	surveillance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance